

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Band: 103 (1958)
Heft: 10

Artikel: La bataille sans fin
Autor: Revol, J.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-342900>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 22.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

REVUE MILITAIRE SUISSE

Rédaction-Direction : Colonel-brigadier **Roger Masson**

Rédacteur-Adjoint : Lt-colonel EMG **Georges Rapp**

Administration : Lt-colonel **Ernest Buetiger**

Editeurs et expédition : Imprimeries Réunies S. A., av. Gare 33, Lausanne
(Tél. 23 36 33 — Chèq. post. II 5209)

Annonces : Publicitas S. A., succursale, rue Centrale 15, Lausanne

ABONNEMENT : Suisse : 1 an Fr. 12.— ; 6 mois Fr. 7.— ; 3 mois Fr. 4.—
Etranger : 1 an Fr. 15.— ; 6 mois Fr. 8.— ; 3 mois Fr. 4.50

Prix du numéro : Fr. 1.50

La bataille sans fin /

De tout temps, la durée des conflits en armes a été particulièrement sensible aux populations et à leurs gouvernements. Si poussée que soit la préparation antérieure, à la longue, les pertes en effectifs, l'usure des armements et des ressources économiques, le déséquilibre des finances, la crainte de ne plus pouvoir « tenir » jusqu'au bout, les transformations inévitables de l'échiquier politique, alliances qui se disloquent, alliances qui se nouent, créant de nouvelles charges imprévisibles, tout cela provoque, chez des gouvernants dont le destin dépend souvent de l'issue de la lutte, un affaiblissement grandissant dans leur volonté initiale de résistance. Quant aux populations, la somme des souffrances qu'elles endurent, et qu'il n'est pas besoin d'énumérer aux générations d'aujourd'hui, en rend, avec le temps, le poids de plus en plus lourd. Guerre de Cent ans, guerre de Trente ans, guerre de Sept ans,

ces désignations répétées sont la preuve éloquente de l'intérêt qu'on porte à la prolongation des hostilités.

En vérité, cette terminologie par nombre d'années de guerre a un sens qui n'est pas rigoureusement militaire. Les cent ans de la guerre ainsi nommée comportent autant d'années de trêve ou d'armistice que de mise en action des armées. Aussi bien l'appelle-t-on la guerre contre l'Anglais, comme on dit les guerres d'Italie, les guerres de religion, les guerres de la Révolution et de l'Empire ; comme on dira sans doute plus tard « les guerres du XX^e siècle » des guerres mondiales dont le triste privilège nous aura été réservé.

Ce que l'on voudrait, c'est précisément procéder à un examen technique militaire de la durée des hostilités dans le cas de ces guerres mondiales. On passera ainsi successivement en revue la durée des guerres, puis la durée des batailles. Enfin, sautant des certitudes du passé aux anticipations sur l'avenir, on s'efforcera de justifier le titre de cette étude dans l'éventualité d'un troisième conflit mondial, celui qui mettrait aux prises les deux grandes coalitions du moment sous la conduite respective des Etats-Unis d'Amérique et de l'URSS.

DURÉE DES CONFLITS

Rappelons pour mémoire la cause principale de la prolongation des conflits d'autrefois : l'arrêt périodique des opérations pendant la mauvaise saison. On entrait en « quartiers d'hiver » d'où l'on ne sortait qu'à « l'ouverture de la campagne » au printemps de l'année suivante, quand l'herbe ayant poussé permettait de « vivre sur le pays », ce qui était important pour des armées à prédominance de cavalerie.

Certes, aujourd'hui encore, les intempéries de l'hiver provoquent un ralentissement dans l'activité des troupes, mais il n'est plus question d'arrêt systématique : les opérations se poursuivent d'un bout à l'autre de l'année. Sur les bancs de l'Ecole supérieure de guerre, ignorant l'alternance des

saisons, on enseignait en 1905 : « Nous pouvons prévoir que les luttes futures présenteront deux périodes : la première sera celle des heurts formidables, un seul peut-être, deux ou trois tout au plus, à la suite desquels l'un des deux adversaires triomphera de l'autre ; dans la seconde, le vaincu, s'accrochant au sol de la patrie avec toute l'énergie du désespoir, s'apprêtera à vendre chèrement sa vie, ou à en payer moins cher la rançon. A chacune de ces deux périodes on mettra en œuvre des procédés différents ; au cours de l'une on verra toutes les forces vives des nations en cause se précipiter les unes sur les autres, s'aborder avec furie, se poursuivre sans relâche, jusqu'à ce que l'une d'elles tombe ; au cours de l'autre, les armées opéreront avec une allure plus calme, elles feront de la guerre de siège, des incursions contre les communications, de la guerre locale. » (Lt-colonel Verraux. Cours de tactique générale, 1905.) Cette réminiscence des opérations de 1870, le Lt-colonel Mayer la rendait publique dans les pages de la *Revue militaire suisse* à la veille de 1914 ; et c'est bien ce que l'on vit au cours des quatre années ininterrompues que dura la première guerre mondiale.

Or, à la même époque, les cercles politiques admettaient une autre conception : la guerre serait courte parce que la guerre longue était impossible. On la supposait impossible par l'arrêt subit et total que tout conflit armé imposerait aux activités normales d'une nation ; par les charges accablantes qu'il ferait peser, notamment en matière financière, ce qui était oublier combien la notion du crédit moderne remplaçait désormais les trésors de guerre d'antan.

Le fait est que pas une de ces raisons n'est intervenue pour imposer un arrêt dans la lutte. Seul le caractère des opérations et, selon le jargon de l'époque, le passage de la guerre de mouvement à la guerre de tranchées a été provoqué par le manque de munitions dont souffrirent au même moment les belligérants en présence. On songe au mot de Napoléon déplorant le vide de ses coffres d'artillerie au soir du troisième jour de Leipzig... Les armements d'alors,

tant défensifs qu'offensifs, permirent de prolonger la lutte avec des alternatives diverses, jusqu'à ce que de nouveaux moyens d'attaque eussent créé les conditions d'une rupture des fronts stabilisés.

Rien de tout cela ne s'est trouvé infirmé au cours de la seconde guerre mondiale, si ce n'est dans le domaine des proportions et dans les méthodes de combat.

A leur tour, les théoriciens de la stratégie estiment que la juxtaposition de la guerre navale à la guerre terrestre constitue un facteur éminent de *guerre longue*. Deux puissances continentales voisines, si elles en sont réduites à leurs seules forces, ne peuvent soutenir longtemps les effets de la lutte. La situation change du tout au tout si, par la mer, elles disposent des ressources venues d'au-delà, et il en va de même pour des belligérants que la mer sépare. La question de la maîtrise de la mer et de la libre utilisation des communications maritimes ajoute alors le lot de sa technique particulière à celui des opérations terrestres. Or, le sous-marin et l'aéronavale rendent de plus en plus aléatoire cette maîtrise de la mer, de tout temps d'ailleurs restée très imprécise. Il s'établit en outre une corrélation entre opérations sur terre et sur mer, rendue particulièrement intime par la présence des forces aériennes à la fois sur les deux éléments. Elle représente la caractéristique la plus accusée dans la durée des guerres d'aujourd'hui. L'histoire montre d'ailleurs qu'elle s'exerçait déjà, bien que sous une forme atténuée, chaque fois que l'Angleterre, puissance navale par excellence, se rangeait parmi les belligérants.

DURÉE DES BATAILLES

Tant que l'acte principal de la bataille s'est résumé dans la recherche du corps à corps, sa durée ne pouvait être qu'éphémère. Elle allait des quelques instants de la mêlée antique aux quelques heures des batailles antérieures au XX^e siècle.

On compte sur les doigts de la main celles de ces dernières s'étant prolongées au-delà de la journée : Marignan, Rocroy, Leipzig...

La bataille s'est donc progressivement allongée de tout le temps nécessaire au franchissement de la portée des armes de jet. Très brève quand il s'agissait d'arcs ou de frondes, de plus en plus longue à mesure que l'emploi de l'arme à feu, fusil ou canon, conjugué à un dispositif des troupes permettant l'utilisation des abris, donna à certaines fractions la possibilité de tenir dans la zone de feu pendant que d'autres éléments manœuvraient en dehors de cette zone pour mettre l'adversaire en mauvaise condition de subir l'assaut final. Bien que retardé, celui-ci en devenait d'autant plus redoutable.

Si redoutable et, pour mieux dire, si redouté que l'on s'efforce de toujours tuer de plus en plus loin (avions de bombardement, V_1 , V_2 , IRBM, ICBM), avec des projectiles de plus en plus meurtriers (bombes A, H...) et que les fractions auxquelles on réserve de livrer l'assaut s'enferment dans des sortes de forteresses mobiles : le char blindé avec son canon évoque étrangement l'armure de fer et la lance des gens d'armes d'autrefois. Et parce que les progrès des armes offensives sont suivis de progrès identiques chez les armes de défense (fortifications, mines, radars, armes antichars, engins téléguidés en tous genres), il en résulte que la bataille tend à se prolonger de tout le temps nécessaire à atteindre son but : chasser le combattant adverse du terrain qu'il occupe, tout comme le but de la guerre reste d'aboutir à l'occupation du pays avec lequel on est entré en conflit.

A dire vrai, la durée de cette bataille s'étend aujourd'hui à toute la durée de la guerre elle-même. On se bat de nuit comme de jour, hiver comme été, sous l'Équateur comme en pays nordique, à la fois sur terre, sur mer et dans les airs. On a parlé au paragraphe précédent de corrélation entre opérations terrestres et navales. Les regrets de Nelson, croisant inutilement dans le golfe de Gênes en 1796, eussent été superflus

s'il avait disposé d'un corps de débarquement de quelque importance. Témoins l'expédition d'Alger en 1830, la guerre de Crimée de 1855, plus près de nous Gallipoli et Salonique (1^{re} guerre mondiale) enfin, dans la seconde guerre mondiale, l'intime collaboration des trois armées, terre, air, mer, à Dunkerque en 1940, en Afrique du Nord, en Sicile et en Italie en 1942, en Normandie et en Provence en 1944. Bref, si l'Océan concourt à prolonger la durée de la guerre, il intervient également dans la durée de la bataille qu'il amplifie en servant de lien entre les divers théâtres d'opérations particuliers de naguère.

Sur terre, l'impossibilité d'exécuter une manœuvre de débordement par suite de l'appui des armées d'effectifs à d'infranchissables obstacles et l'incapacité où l'on se trouvait de « percer » de front des troupes fortement retranchées, a transformé la guerre de 1914-1918 sur le théâtre occidental en une bataille ininterrompue de plus de quatre ans. Le fractionnement en batailles dites des frontières, de la Marne, de la Course à la mer, de Verdun, de la Somme, etc., se rapporte à des phases plus particulièrement intenses d'une lutte continue sur tout le front de la mer du Nord à la frontière suisse.

Le deuxième conflit mondial n'a pas contrevenu à ces conclusions déduites du premier. Il a, au contraire, singulièrement élargi le cadre de la bataille puisqu'il a rendu plus étroitement solidaires entre elles les opérations se déroulant sur les différents fronts. En sorte que ce qui constituait autrefois des théâtres d'opérations plus ou moins autonomes, n'exerçant les uns sur les autres qu'une influence réduite, autant psychologique que réellement matérielle, lie désormais ces théâtres de façon si intime que leurs opérations apparaissent comme formant l'évolution progressive d'une seule et immense bataille élargie jusqu'aux confins du globe. Ce qu'on appelait en 1914-1918 bataille de la Marne, bataille de Verdun ou bataille de la Somme est devenu, en 1939-1945, bataille de Pologne, bataille de France, bataille d'Afrique, bataille du Pacifique.

LA BATAILLE DE L'AVENIR

En définitive, guerre et bataille ne font désormais plus qu'un seul, grandiose et terrible ensemble. Elles se confondent comme tendent à se confondre le temps de guerre et le temps de paix, celui-ci devenant une longue période de tension politique, ce qu'on appelle la « guerre froide », et d'intense préparation aux armements à utiliser dans la « guerre chaude ».

Au cours de cette dernière, aucun point du globe ne pourra se dire à l'abri des atteintes adverses ; pas une ville, pas un navire, pas une usine ni une ferme, pas un individu, militaire ou civil, qui ne soit exposé à être détruit ou tué, dans le moment même où une intensité décuplée s'impose dans toutes les activités de la nation ; une puissance meurtrière des projectiles infiniment accrue et telle qu'elle place en première urgence les dispositifs de protection civile car, de plus en plus, c'est de l'arrière que se manifesteront les premiers symptômes de renoncement à la lutte. Sans que ces conditions nouvelles s'opposent en rien à la nécessité d'une affirmation de la victoire par l'occupation du pays adverse : on l'a bien vu en 1918 quand, les Alliés vainqueurs ayant renoncé à se porter au-delà du Rhin, les Allemands purent se faire illusion et croire qu'ils n'avaient pas été réellement battus. Tel est en bref le tableau qu'il est vraisemblable d'imaginer sur ce que serait la guerre de l'avenir.

Il nous reste à appliquer ces sombres perspectives au cas d'un conflit mettant aux prises URSS et USA, la Russie contre les Etats-Unis d'Amérique.

Perspectives si sombres qu'on en vient à douter qu'un tel conflit se déchaîne jamais. L'enjeu semble formidable : on parle de suicide collectif, d'extermination universelle qui ne laisserait ni vainqueur ni vaincu. N'est-ce pas, croyant ainsi mieux l'éviter, en grossir démesurément les effets ? Or, les grands conflits précédents sont tous nés de conflits locaux dont l'extension progressive devait aboutir à une mêlée

générale. Le grignotage idéologique du communisme ressemble étrangement à la méthode employée jadis par les propagandes religieuses au temps des guerres de religion et naguère par Hitler dans sa tentative de subjugation de l'Europe. Exaspérant à la longue, il fera dire : « il faut en finir », comme on disait en France en 1914 de l'éternelle tension avec l'Allemagne. Ainsi, un incident particulier surgit en Proche-Orient ou dans le Pacifique, que l'on ne parviendrait pas à limiter, mettra le feu aux poudres et c'est cet ensemble, qu'à titre de *Kriegspiel*, simple exercice sur la carte, il importe d'envisager.

Les deux coalitions en présence ont entre elles une dissemblance fondamentale. Elle oriente de façon impérative le sens de leur préparation à la guerre et la conduite ultérieure de celle-ci. La coalition communiste de l'Est forme un immense bloc continental au centre duquel la Russie constitue l'organe prépondérant ; celle dite des « pays libres » de l'Ouest représente une sorte de thalassocratie dont l'élément principal, les États-Unis, se trouve séparé de ses alliés par la vaste étendue des océans Atlantique ou Pacifique. De cette situation initiale découle, pour les pays de l'Est, un système nerveux interne de communications terrestres ; de communications à prédominance maritime pour les pays de l'Ouest. L'objectif stratégique des premiers sera en conséquence de bloquer l'Amérique dans son continent en détruisant ses bases navales établies un peu partout dans le monde et d'interdire l'exécution de ses transports de troupes ou de matériel par une guerre navale intense : ainsi s'explique le nombre considérable de sous-marins dont dispose actuellement l'URSS. Pour leur part, les États-Unis, afin de conserver le mieux possible la libre disposition des mers, ont recours à une puissante flotte de surface, transports en tous genres, porte-avions de fort tonnage, importants moyens de débarquement, contingents de « marines » ou troupes d'outre-mer.

Il semble logique de supposer que dès le début des hostilités, on assistera à un échange de bombardements nucléaires dirigés sur les centres militaires ou industriels des deux métro-

poles. La guerre moderne se soutient grâce à l'activité des arrières ; à ceux-ci donc de se voir pris vivement à partie. Comment encore ne pas céder à la tentation de s'affirmer immédiatement le plus avancé dans la maîtrise des dernières inventions de la science ? Mais d'un tel échange, les conséquences sur l'issue de la lutte seront peut-être plus spectaculaires que vraiment efficaces. Outre les précautions prises, de part et d'autre, pour parer ou se mettre à l'abri des bombardements en question, il faut d'ailleurs tenir compte de l'imprécision des tirs et de la nécessité de ménager des approvisionnements non rapidement renouvelables ; enfin, si meurtrières que soient les bombes nucléaires employées, leur effet moral sur chacun des belligérants, au commencement de la guerre, n'aura rien de comparable à celui que produisit en 1945 la bombe d'Hiroshima sur un Japon épuisé et à bout de souffle.

De toute façon tant les Américains que les Russes ne se limiteront à ces bombardements intercontinentaux ; ils prendront également pour objectifs les installations (usines, bases aériennes ou navales, dépôts et lignes de communications) situées sur les territoires de leurs divers alliés, ceci en vue de l'action des armées de terre.

Quel que soit le point du globe d'où jaillira l'étincelle susceptible de s'étendre en embrasement général, le secteur européen est appelé à jouer un rôle déterminant dans de telles opérations. Il mérite, à ce titre, qu'on s'y arrête. D'abord parce que nous tous, Suisses et Français, y serons directement mêlés. Mais surtout, à cause de la puissance économique des pays engagés, du degré de préparation auquel auront été poussés les organismes militaires adverses, OTAN et pacte de Varsovie, de la valeur guerrière des troupes opposées, de l'importance géo-stratégique de cette partie du monde : la mer libre de Brest à Bayonne exerçant sur le haut commandement russe une attraction irrésistible ; les Iles Britanniques et la péninsule ibérique constituant, d'autre part, pour les Occidentaux, d'excellentes plates-formes soit de départ pour agir offensivement à l'intérieur du continent soit de résistance à outrance

en vue d'une reprise ultérieure d'offensive sur ce même continent s'ils en ont été préalablement chassés.

Quant au développement de ces opérations, je prie le lecteur de se reporter à ce que j'en écrivais récemment ici même¹. J'ajoute que les « hérissons » préconisés pour la défense territoriale n'ont pas nécessairement besoin des mêmes moyens offensifs extra-puissants dont sont dotés les corps opérationnels chargés de la guerre de mouvement. Ils se trouveraient dans une situation comparable à celle de l'armée de la Confédération helvétique manœuvrant sur le plateau suisse et tout ce que le colonel-divisionnaire Montfort dit de la « division blindée » dans la RMS d'avril dernier, s'applique intégralement à eux.

Poussons plus loin notre hypothèse et supposons maintenant que l'URSS ait rejeté les Américains dans leur continent. Faisons-lui la part belle dans ce premier round de la bataille pour la domination mondiale. Elle borde l'Atlantique de la Scandinavie au Portugal. Les Iles Britanniques, accablées sous un déluge nucléaire, sont mortes ou occupées. Baltique et Méditerranée, vastes lacs où croisent en liberté les escadres soviétiques. Ayant réussi dans son soutien du nationalisme arabe, elle détient les pétroles du Moyen-Orient. L'Afrique entière s'est figée dans une attitude de stricte neutralité. Dès le début des opérations, la Chine communiste s'est déclarée non-belligérante et l'Asie du Sud, groupée autour de Nehru ou de son successeur, dans un nirvâna anticipé, assiste impassible et indifférente aux cruels jeux du destin.

Va-t-on s'en tenir là et consentir sur de telles bases à un retour à la paix ? Ce serait faire injure à tout ce que l'on sait des Anglo-Saxons, à leur volonté tenace, à l'énergique exploitation qu'ils escomptent de leurs immenses ressources. Alors, ou bien l'URSS leur laissera la faculté de reprendre quelque part l'initiative, ou bien elle devra continuer la lutte, la poursuivre jusqu'à son terme final. Il consiste, comme on sait, à envahir le territoire même des Etats-Unis et à l'occuper,

¹ Voir RMS. N° de mai 1958. p. 218-221.

car seule une occupation militaire obligerait le gouvernement de Washington à s'avouer définitivement vaincu.

Si le problème ressemble étrangement à celui qui se posait à Hitler en 1940 après sa victoire sur la France, il se présente au commandement soviétique dans des proportions d'un caractère pragmatique bien différent. En effet, pour Hitler, le débarquement par mer devait suivre presque instantanément les parachutages en Grande-Bretagne : il ne s'agissait alors que de la traversée de la Manche. Demain, pour les Russes qui auront à franchir l'Atlantique, la simultanéité nécessaire entre les deux opérations aérienne et navale sera beaucoup plus aléatoire : ou bien les troupes aéroportées seront suffisantes en nombre et en aptitude combative pour mener seules la lutte pendant un certain temps ; ou bien les transports maritimes devront s'approcher des côtes américaines avant le déclenchement de l'opération, enlevant à celle-ci sa meilleure chance de réussite, la surprise.

Qu'on se figure maintenant la colossale Armada qu'il importerait de réunir, puis de mettre en œuvre, après qu'elle eût été construite ! Cela ne semble-t-il pas remettre aux calendes grecques une tentative d'invasion de l'Amérique issue des côtes européennes directement au droit de l'Atlantique ?

N'abandonnons pas pour autant ce problème de l'invasion. Si l'URSS ne peut guère songer à l'aborder de front, peut-être lui serait-il possible de tourner par les ailes la masse continentale des Etats-Unis et l'attaquer soit par le Nord, soit par le Sud.

Par le Nord, deux façons d'aborder le continent américain en s'épargnant l'appareil naval grandiose qu'exigerait la traversée de l'Atlantique : soit par l'Islande et le Groenland, soit par le détroit de Behring ; il unit plus qu'il ne sépare la Sibérie de l'Alaska.

L'Islande et le Groenland offrent l'itinéraire le plus court pour se rendre d'Europe en Amérique¹ ; c'est le chemin

¹ L'exploit sous-polaire du *Nautilus* se répercutera sur la stratégie guerrière du XXI^e siècle.

suivi par les premiers découvreurs scandinaves du Nouveau Monde, la route empruntée, aux temps géologiques, par les espèces encore communes aux deux continents. Déborder par le Groenland présenterait aussi l'avantage de lier la manœuvre à l'action du centre en Europe occidentale et l'on sait combien il n'y a pas longtemps encore les tacticiens du champ de bataille estimaient nécessaire le contact permanent entre les troupes de l'aile débordante et celles qui attaquent de front. Itinéraire déjà jalonné par route aérienne et l'on n'ignore pas que l'aviation forme l'ossature de la future bataille universelle.

Le mouvement tournant par l'Alaska, plus excentrique, constitue une manœuvre entièrement à part. Il se heurte à la longueur de la ligne transsibérienne de communications. Certes, elle a subi bien des améliorations depuis la guerre russo-japonaise de 1904-1905 et dans un troisième conflit mondial, la Chine communiste apporterait à l'URSS une aide substantielle. On ne saurait cependant se dissimuler les difficultés, les lenteurs, d'une pareille entreprise.

Tant l'une que l'autre de ces deux manœuvres s'exécuteraient d'ailleurs en partie au-dessus du cercle polaire arctique et si accoutumées que soient les troupes russes aux températures extrêmes, cela n'en poserait pas moins à leurs états-majors des problèmes logistiques d'une redoutable complexité.

Toutes deux, pour finir, viendraient buter sur le Canada dont la défense conjuguée avec les Etats-Unis ne manquerait pas d'efficacité avant qu'elles aillent se perdre dans les immensités du continent nord-américain.

Un résultat tout semblable serait à attendre d'une offensive russe par le Sud. Pas plus que l'attaque directe de front sur l'axe Brest-New-York, une manœuvre basée sur Dakar, qu'il s'agirait tout d'abord d'atteindre, ne dispenserait d'une puissante flotte capable de procurer la maîtrise de l'Océan en direction des Antilles. De là, après installation de bases intermédiaires, on pourrait soit descendre au Venezuela et

s'emparer des puits de pétrole qu'utilisent les Etats-Unis ; soit occuper le canal de Panama, ce qui couperait pratiquement l'un de l'autre les deux marines atlantique et pacifique de l'adversaire ; soit enfin tenter un débarquement de vive force quelque part dans le golfe du Mexique ou en Floride.

En résumé, les développements qui précèdent montrent qu'en l'état probable des situations réciproques, il serait à peu près impossible à l'URSS d'amener les Etats-Unis à une reddition inconditionnelle : il s'agit donc bien d'une bataille sans fin.

* * *

Faisons maintenant l'hypothèse inverse et supposons que la coalition des Occidentaux l'emporte sur la coalition communiste en matière d'initiatives stratégiques. Toutefois, une observations préalable : elle a, semble-t-il, la valeur d'une mise en garde psychologique.

D'instinct, l'Amérique est sur la défensive en Europe, tandis qu'elle se sent portée à l'action vers le Pacifique. Cède-t-elle ainsi à la loi en quelque sorte cosmographique puisqu'elle s'applique aux astres, qui pousse les peuples et les idéologies d'Est en Ouest ? Une raison plus plausible de cette attitude en Europe, il faut la voir dans le contraste déjà signalé entre la nature différente des deux coalitions : celle de l'URSS tout entière formant bloc autour de son centre moscovite ; celle des Etats-Unis de qui les Alliés européens sont séparés par l'Atlantique des immenses moyens guerriers dont ils disposent ... en Amérique.

Au reste, dans le cas du problème ici examiné, il suffit de supposer, de quelque côté que soit partie l'initiative, que la coalition de l'Ouest l'a emporté sur celle de l'Est dans le premier choc des masses opérationnelles en Europe centrale. L'Ouest va-t-il poursuivre son avantage et s'engager dans une nouvelle campagne de Russie du genre de celles ayant pré-

cédemment échoué ? Il y a là ample matière à réflexion de la part du haut commandement de l'OTAN. Sans doute un succès initial, celui qui prendrait la place de la « bataille des frontières » de naguère, aurait pour conséquence immédiate la libération des démocraties populaires asservies au joug russe, la mise en pièces du pacte de Varsovie et l'incorporation de ses débris non russes à l'OTAN. La tentation de pousser au-delà en territoire soviétique risque d'être irrésistible. Elle n'aurait pour effet que de rejeter les armées russes en retraite sur les sources mêmes de leurs réserves en hommes et en matériel. Elle exigerait une adaptation laborieuse de l'envahisseur aux conditions très particulières de la guerre dans un pays au climat sévère. Un allongement indéfini des lignes de communications tendrait à amenuiser graduellement et de façon de plus en plus grave la capacité d'offensive des troupes. Bref, il en résulterait une série interminable de campagnes faites de pauses et de coups durs alternés dont il serait présomptueux de vouloir pronostiquer quelle en serait l'issue. Bataille d'usure sans fin, elle irait se perdre dans les profondeurs de la terre russe et de la Sibérie.

Dans le même ordre d'idées, une offensive des Etats-Unis partie du Pacifique à travers cette Sibérie apparaît vraiment impossible. Si on l'évoque, c'est afin de faire le tour complet de la question. En 1904, les Japonais pouvaient bien s'offrir le luxe d'attaquer par là l'empire des tzars ; ils étaient presque sur place et leur ambition se bornait à la conquête de la Mandchourie. Qu'il s'agisse pour les Américains d'une opération du même genre limitée, avec le concours du Japon, à une occupation des secteurs côtiers de la Sibérie orientale, non seulement elle s'insérerait en hors-d'œuvre dans l'ensemble d'une guerre totale, encore ne manquerait-elle pas d'attirer sur elle les inévitables réactions de la fourmilière chinoise. Quant à poursuivre au-delà un refoulement des armées rouges de Sibérie, le plan en serait plus chimérique que celui consistant à pousser loin vers l'Est après avoir occupé l'isthme Baltique-mer Noire.

Dès lors, comment trouver le moyen d'atteindre au plus vite et de frapper plus intensément au cœur même de la puissance russe ? Plus précisément, où placer celui-ci ?

Moscou, cerveau dirigeant d'une immense dictature bureaucratique fortement centralisée, représente un objectif politique attirant. Mais on ne doit pas oublier combien ces sortes d'objectifs que constituent les capitales des Etats modernes sont désormais dévalorisés au point de vue stratégique. Les Russes n'ont-ils pas été les premiers, en 1812, à montrer que la conservation de la capitale leur était indifférente ? Sa destruction même a provoqué dans la masse du peuple comme dans l'esprit de ses dirigeants un sursaut de patriotisme cruellement ressenti par la Grande Armée. Nul doute qu'il en irait encore ainsi et Moscou ne doit être considéré qu'à la façon d'un poste secondaire de la puissance russe.

Les centres industriels, là où se fabriquent les armements et autres moyens de résistance sont aujourd'hui les objectifs les plus essentiels à atteindre. L'Ukraine, la Petite Russie, les pays au nord du Caucase, la région en pourtour de la mer Caspienne, tout le Turkestan, voilà où se trouvent répartis les divers éléments de la richesse moscovite. Occuper ces immenses territoires, c'est d'abord en priver l'adversaire, c'est ensuite couper en deux son empire, ne laisser à sa disposition que les régions moins fertiles du nord.

Pratiquement, l'assaillant disposerait de trois secteurs d'offensive qu'il ne saurait utiliser que conjointement à celui de la Bulgarie-Roumanie, celui du Caucase, celui du Turkestan. Deux mers les séparent et la Caspienne est un lac exclusivement russe ; en outre, le secteur caucasien comporte deux sous-secteurs bien distincts. Actions séparées donc, entre lesquelles le défenseur, de sa position centrale de Moscou, aurait tôt fait de discerner l'action principale, puisque la communication de cette dernière emprunterait la Méditerranée orientale ou le golfe Persique.

Supposons cependant qu'elle réussisse. Ce ne serait encore pas aboutir à une occupation totale, seule capable de provoquer

une reddition inconditionnelle ; on s'acheminerait simplement vers une guerre traînante de lassitude. Elle s'achèverait sur une paix de compromis laissant tout en l'état, quelque chose comme un traité de Versailles, qu'il suffirait de peu d'années pour qu'on le voie remis en cause.

Si insuffisantes qu'apparaissent de telles perspectives du seul point de vue militaire, c'est cependant vers elles que semblent s'orienter les dispositifs occidentaux placés sous l'égide des Anglo-Saxons.

Des trois organismes, OTAN, OTASE, pacte de Bagdad (ou d'Ankara), créés dans un but réellement défensif, mais que les circonstances — ce dont l'URSS ne doute pas — ne manqueraient pas de transformer en instruments d'offensive ou de contre-offensive, le troisième, à l'heure où ces lignes sont écrites, tient la vedette. Son objet, à l'origine, était de grouper les peuples du Moyen-Orient en un bloc de résistance contre le communisme. La Turquie, avec son armée, la meilleure de tous les participants orientaux, incluse également dans l'OTAN, assurait la liaison entre les deux pactes et l'Occident pouvait alors se flatter d'avoir établi une parfaite étanchéité : la notion de front continu, proscrite chez les militaires, reste l'arme favorite des diplomates ¹. Or, la poussée irréversible du panarabisme ayant introduit l'URSS dans la place, le plan des Occidentaux s'est trouvé disloqué et réduit aux trois participants non-arabes du Moyen-Orient : Turquie, Iran, Pakistan ; en vérité ceux-là seuls au contact des frontières de la Russie. En sorte que l'URSS, couverte à l'Ouest par le glacis des démocraties populaires européennes et à l'Est par la Chine de Mao Tse-Toung, se voit maintenant protégée sur son front le plus exposé par le nationalisme arabe que ses dirigeants semblent orienter vers un neutralisme prosoviétique.

La situation très explosive de ce côté est commandée par la présence du pétrole indispensable aux pays de l'OTAN.

¹ On remarquera que le Pakistan fait également partie à la fois du pacte de Bagdad et de l'OTASE.

Et de même que les pétroles russes de Bakou exerceraient une attraction déterminante sur les armées du monde libre, ainsi les pétroles du golfe Persique représentent l'objectif intermédiaire que se disputent déjà, dans une ambiance de guerre froide, les deux camps en présence.

* * *

Rien de tout cela ne permet de présager une décision plus ou moins rapide des hostilités au cours d'un éventuel grand conflit. C'est bien là cette bataille sans fin ayant fait l'objet de notre propos.

A coup sûr, la crainte des représailles, un souci évident, sous un masque d'humanitarisme, d'éviter sinon la destruction totale, du moins les ravages immenses provoqués par l'emploi des engins actuels, contribuent à freiner toute propension au déclenchement d'un conflit général.

Mais c'est peut-être davantage le sentiment d'impuissance à résoudre de façon décisive le problème militaire posé par ce conflit qui retient manifestement chacun des deux belligérants.

Il nous reste à espérer que l'hypothèse à laquelle cette étude fait allusion ne se réalise jamais dans l'avenir, quelque inquiétante que soit l'actuelle situation internationale et que notre civilisation soit préservée de sa destruction.

J. REVOL